

## La médiation, un « lance-pierre » politique face au Goliath de la violence

**USJ** Tous les courants et partis politiques sont engagés dans une initiation à la médiation comme « barrage au chaos ».

« Tout ce dont je n'ai pas envie (...), c'est de dire un jour : nous avons un pays, au lieu de : nous avons un pays. » C'est par des paroles fortes que Johanna Hawari-Bourgély, directrice du Centre professionnel de médiation (CPM) de l'Université Saint-Joseph, a conclu la séance d'ouverture d'un colloque sur « La médiation comme voie de renforcement de la démocratie et de l'État de droit » qui vient de se tenir à l'USJ, et dont la pertinence ressort encore plus nettement ces jours-ci, avec l'exacerbation des clivages et les discours incendiaires qui ont marqué les récentes frictions estudiantines sur le campus des sciences sociales.

Au terme de ses travaux, la directrice du CPM a annoncé le lancement d'un cycle de séminaires de formation aux techniques de médiation et négociation politique réunissant des médiateurs professionnels du CPM et des représentants et représentantes de la plupart des partis et courants politiques libanais. Les femmes seront en nombre égal à celui des hommes. En fin de formation, les médiateurs constitueront un comité de pilotage chargé de réfléchir au développement de la médiation dans le règlement pacifique des conflits politiques et/ou communautaires au Liban, a-t-elle ajouté.

Le cycle sera supervisé par le Centre professionnel de médiation, en collaboration avec l'Institut des sciences politiques de l'USJ, l'Organisation

internationale de la francophonie (OIF) et l'Association des ombudsmans et médiateurs de la francophonie (AOMF). Il engagera les compétences de médiateurs et penseurs chevronnés comme Joseph Maïla et Hassan Lebatt, ancien ministre mauritanien, expert auprès de l'OIF.

### Médiation et prévention

À l'ouverture du colloque, Christophe Guilhou, directeur de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme à l'OIF, a précisé qu'en explorant les liens entre médiation et consolidation de la démocratie et de l'État de droit, le CPM aborde « toute la problématique de la dimension préventive de la médiation (...) au service du renforcement durable des institutions de l'État de droit et d'une vie politique apaisée ».

« La médiation est au cœur de l'action de la francophonie (...), a insisté le responsable français, il convient d'approfondir le potentiel francophone et le maillage des réseaux en développant des laboratoires d'idées et les réservoirs d'expertise. »

### Daccache : Le Liban, « pays des occasions ratées »

Le Pr Salim Daccache s.j. recteur de l'USJ a souligné à son tour combien « il est rare (...) de mettre ensemble des politiciens, des penseurs de la politique et des décideurs dans une situation d'apprentissage de la politique comme œuvre de médiation en vue d'un

renforcement de la démocratie et de l'État de droit ».

« Pourquoi le Liban est devenu le pays des occasions ratées au lieu que la politique soit une possibilité de sortie de crise ? » s'est-il interrogé. « Comment faire pour que la diversité sociale et religieuse, qui est une réalité difficile à gérer, soit un atout pour le Liban ? Sans vouloir me hasarder à des réponses (...) une intuition récente me fait dire que chaque fois que le droit est instrumentalisé par la politique, corrompu par un certain exercice de la politique (je ne parle pas ici du droit comme pouvoir judiciaire), chaque fois que ce droit universel objet de consensus entre les Libanais est réduit à une chose abstraite bonne pour les anges, mais pas pour les humains, surgit la crise ; une crise qui dépasse le politique pour devenir aussi morale et sociale, et laisser des traces sur l'état sécuritaire et économique. »

« Chers amis, ce séminaire paraît être une sorte de contre-pouvoir à la passivité, l'impuissance et la complaisance qui sévissent actuellement », a conclu le recteur de l'USJ.

### Triomphe de l'esprit

Pour sa part, Mme Fadia Kiwan a parlé du politique comme « défi à la violence ».

« Obtenir par la politique ce que nous pourrions être tentés d'imposer par la violence devient un triomphe de l'esprit et du cœur », a-t-elle affirmé.

« (...) Les développements

des trois dernières années dans le monde arabe, a enchaîné Mme Kiwan, nous ont donné la preuve éclatante que faire tomber un régime ne suffit pas pour entrer en démocratie », et qu'il y faut le respect des droits fondamentaux de l'homme.

En l'absence de ces droits, a-t-elle relevé, le risque est grand que le régime « bascule dans l'anarchie, dans la ploutocratie ou encore dans l'oligarchie. Sinon, il pourrait retourner à l'autoritarisme ».

« Oui, a conclu Mme Kiwan, la médiation est un instrument de gestion des conflits et de leur régulation mais elle est surtout un instrument de conversion de la force en droit (...). La médiation est donc un moyen humain et civilisé pour hisser la politique à son sens ultime, celui de la recherche du bien commun. »

### La « malédiction » libanaise

Enfin, Johanna Hawari-Bourgély, directrice du Centre professionnel de médiation de l'Université Saint-Joseph a cherché le sens de la médiation du côté de la mythologie grecque, mais surtout de la tradition biblique.

Pour elle, la médiation est la réponse à « la malédiction de Sisyphe » dont est frappé le peuple du Liban, « condamné à une histoire chaotique qui se répète ad infinitum ». Comment consolider notre entente interne ? Comment faire barrage au chaos ? s'interroge Johanna Hawari-Bourgély.

Et de répondre : « David a vaincu Goliath avec un simple lance-pierre. Car, bien visé, le projectile avait atteint son objectif et rempli sa fonction. Gandhi a vaincu la force militaire en s'habillant de coton, fabriquant du sel et répondant à la violence par la non-violence. La médiation serait-elle une de nos armes face à la violence ? »

F. N.